



COMMISSION DE L'OcéAN INDIEN

Du 21 au 27 juin 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Veille sanitaire.....	2
• L'île Maurice accueille un atelier régional sur les maladies infectieuses sensibles au climat	
• Épidémies dans la région : L'UE et la COI s'inquiètent des maladies infectieuses	
• Atelier de renforcement des capacités sur les derniers outils numériques pour le personnel de santé	
1.2 Pêche illégale.....	7
• Océan Indien : l'Europe verse 2 millions d'euros pour lutter contre la pêche illégale	
1.2 Sécurité portuaire.....	9
• Maritime security support for Namibia	

2. Centres d'Intérêts

2.1 Tourisme.....	10
• Relance du tourisme : Ouverture de 16 nouveaux établissements d'hébergement et de restauration	
2.2 Transition énergétique.....	11
• Energie renouvelable - Mesures incitatives pour attirer les investisseurs privés	
2.3 Environnement.....	12
• Marion Dusfrene : 75 jeunes embarquent pour une aventure scientifique inédite	
• Au chevet de l'océan, l'ONU rassemble décideurs, experts et militants	
• Protection de l'Environnement La Fcd organise une opération de contrôle dans la forêt de Mwali	
2.4 Covid-19.....	15
• Covid-19 : 372 nouveaux cas et zéro décès du 18 au 24 juin 2022	

L'île Maurice accueille un atelier régional sur les maladies infectieuses sensibles au climat



Un atelier régional consacré aux maladies infectieuses sensibles au climat et basé sur le thème "Risques vectoriel, changement climatique et santé", a débuté le mardi 21 juin, 2022, au Pearle Beach Resort & Spa à Flic-en-Flac. Des experts locaux et régionaux dans les domaines de l'entomologie et de l'épidémiologie des maladies vectorielles, de l'environnement et de la météorologie participent à l'atelier.

L'ambassadeur de l'UE à Maurice, M. Vincent Degert, était présent à cette occasion.

Cette activité est organisée par l'Unité de veille sanitaire du Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI), qui coordonne le réseau régional "SEGA – One Health" soutenu par l'Agence française de développement (AFD) et l'Union européenne (UE).

L'atelier régional de quatre jours vise à améliorer les connaissances dans le domaine des maladies infectieuses et des syndromes sensibles au climat ainsi qu'à faire un premier bilan et à améliorer les indicateurs de suivi définis l'année dernière. En outre, l'atelier vise à renforcer une surveillance épidémiologique efficace.

Dans son discours, l'ambassadeur de l'UE a déclaré que le changement climatique crée à la fois une crise environnementale et une crise sanitaire. M. Vincent Degert a insisté sur le fait que les questions de santé restent au cœur de l'agenda de l'UE et a souligné que l'UE collabore avec tous les États membres pour fournir une assistance aux États vulnérables de la région de l'océan Indien afin de les préparer à faire face à ces problèmes.

Il a déclaré qu'il est crucial et urgent d'intervenir avec les mesures nécessaires sur tous les fronts, par des actions bilatérales et régionales.

En outre, M. Vincent Degert a salué l'initiative, qui a-t-il souligné, atteindra sans aucun doute les objectifs fixés grâce à son approche intégrée.

Épidémies dans la région : L'UE et la COI s'inquiètent des maladies infectieuses



L'océan Indien est la troisième région la plus affectée par les impacts du changement climatique, la cause des crises environnementales et sanitaires. Afin de lutter contre les maladies et syndromes infectieux sensibles au climat, l'Union européenne (UE) et la **Commission de l'océan Indien (COI)** apportent leur soutien.

Un atelier de travail de quatre jours, organisé par la Health Monitoring Unit de la COI et soutenu par l'Agence française de développement et l'UE, a démarré mardi matin au Pearle Beach Resort & Spa, à Flic-en-Flac, sur le thème "Vectorial risks, climate change and health".

« Les questions de santé restent au cœur de l'agenda de l'UE », a souligné l'ambassadeur de l'UE à Maurice, Vincent Degert. Face aux maladies et aux syndromes infectieux sensibles au climat, il a souligné que l'UE collabore avec tous les États membres pour fournir une assistance aux États vulnérables de la région de l'océan Indien afin de les préparer à faire face à ces problèmes.

Pour l'ambassadeur, « il est important, mais aussi urgent, de répondre à ces défis à tous les échelons, à travers des actions bilatérales et régionales », dit-il. Se félicitant de l'initiative d'organiser un tel atelier de travail, il a dit croire que les objectifs seront atteints grâce à une approche intégrée.

Présent à cet événement, le secrétaire général de la COI, **Vêlayoudom Marimoutou**, a parlé des conséquences du changement climatique sur l'évolution et la propagation des maladies à transmission vectorielle. Pour lui, il est important « d'élaborer des stratégies d'adaptation pour répondre aux menaces sanitaires à transmission vectorielle telles que le chikungunya et la dengue, entre autres ».

De son côté, Sadna Ammearally-Nistar, directrice adjointe de l'AFD pour Maurice et les Seychelles, estime que l'atelier de travail se présente comme une opportunité pour partager des points de vue et des connaissances sur la surveillance épidémiologique. Elle a déclaré que les suggestions qui seront obtenues des experts qui participent à l'atelier de travail seront bénéfiques au contexte local et régional. « L'AFD contribuera à améliorer la surveillance

épidémiologique, la capacité de diagnostic et à renforcer la résilience face aux maladies vectorielles », a-t-elle dit.

Le but de cet atelier de travail est de se focaliser sur les maladies infectieuses sensibles au climat. Des experts locaux et régionaux dans le domaine d'entomologie et d'épidémiologie des maladies à transmission vectorielle, d'environnement et de météorologie y sont réunis. L'atelier a pour objectifs ainsi d'élaborer une approche globale pour une surveillance et un suivi épidémiologique plus efficaces face aux nouveaux défis. L'événement vise également à améliorer les connaissances dans le domaine des maladies infectieuses et des syndromes sensibles au climat, à faire une première évaluation et à améliorer les indicateurs de surveillance qui ont été définis l'année dernière.

Plus d'infos le discours de l'ambassadeur de l'UE :

- [Cérémonie d'ouverture de l'atelier régional 'Risque Vectoriel, Changement Climatique et Santé' | EEAS Website \(europa.eu\)](#)

Atelier de renforcement des capacités sur les derniers outils numériques pour le personnel de santé



Le ministère de la Santé et du bien-être a organisé, le mercredi 22 juin 2022, à l'Holiday Inn de Plaine-Magnien, un programme de renforcement des capacités sur les projets District Hospital Information Software 2 (DHIS2) et Integrated Disease Surveillance Response (IDSR). Le DHIS2 est une plateforme web à code source ouvert, développée par l'Université d'Oslo, et est le plus souvent utilisé comme système d'information pour la gestion de la santé.

Les projets sont menés à Maurice avec le soutien de la Commission de l'océan Indien (COI), dans le cadre de l'initiative Surveillance épidémique et gestion des alertes (SEGA) – One Health, et avec l'aide de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Alors que la COI a fourni quelque 80 tablettes numériques au personnel de santé dans le cadre de ces projets, l'OMS a aidé le ministère de la Santé et du bien-être en ce qui concerne le logiciel et la formation connexe.

Lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier, le ministre de la Santé et du bien-être, le Dr Kailesh Jagutpal, était accompagné du représentant de l'OMS à Maurice, le Dr Indrajit Hazarika, du directeur auprès du Secrétariat général, Dev Phokeer, et d'autres personnalités. Le Dr Jagutpal a, dans son discours, réitéré l'impératif d'introduire l'utilisation de la technologie dans le système de gestion de la santé en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la santé. Il a déclaré que des progrès considérables avaient été réalisés dans la mise en œuvre du projet de santé électronique pour lequel la demande de proposition était en cours de préparation. « En attendant, mon ministère a déjà commencé à utiliser des solutions numériques dans la gestion de la santé », a-t-il affirmé.

Parlant du DHIS2, le Dr Jagutpal a expliqué comment le logiciel permettrait de centraliser dans un centre de données principal les informations sanitaires recueillies au niveau communautaire. Il a indiqué que la base de données collectée offrirait ainsi une image complète de l'état de santé de la

population et ouvrirait la voie à une surveillance et une réponse intégrées aux maladies efficaces et opportunes. Il a ajouté que ces données permettraient d'évaluer les tendances actuelles en matière de santé, de concevoir d'autres stratégies appropriées et d'allouer un budget adéquat.

Plus d'information cliquez les liens ci-dessous :

- <https://www.r1.mu/actu/sante/le-ministere-de-la-sante-digitalise-sa-base-de-donnees-pour-repondre-rapidement-aux-urgences-p901473>
- <https://defimedia.info/digitalisation-des-services-de-sante-le-district-health-information-software-introduit-maurice>

Océan Indien : l'Europe verse 2 millions d'euros pour lutter contre la pêche illégale



Bateau de pêche Indien appréhendé aux Seychelles (archives) • ©Capture d'écran Seychelles News Agency (Nation des Seychelles)

L'Union européenne vient de verser 2 millions d'euros à la Commission de l'océan Indien pour intensifier sa lutte contre la pêche illégale. Les patrouilles coordonnées entre les différents pays de la zone ont permis d'appréhender plusieurs bateaux pirates dans les eaux économiques exclusives des pays de la zone.

Depuis des années, les pays de la zone tentent de protéger leurs ressources maritimes. Un défi immense qui commence à prendre forme. Outre la mise en commun des informations et des moyens, La Réunion et ses voisins se dotent via l'Union européenne de moyens informatiques.

Radars, satellites et caméras permettent aux bateaux de coordonner leurs patrouilles. Ce n'est pas le fruit du hasard, si des bateaux immatriculés en Inde et au Sri Lanka ont été appréhendés ces deux dernières années.

Il devient de plus en plus difficile aux bateaux pirates d'échapper à cette surveillance constante, comme l'explique [euronews.com](https://www.euronews.com).

Le capitaine de l'Osiris II précise : *"L'objectif, c'est une surveillance des navires de pêche : donc, cela passe par le contrôle de la cargaison, des effectifs, des transbordements qui pourraient être faits en mer, le contrôle des espèces pêchées..."*.

L'informatisation des carnets de bord

Dans ce maillage, l'Osiris II, palangrier mauricien saisi alors qu'il pêchait illégalement dans les eaux françaises de la zone Sud de l'océan Indien, a été transformé en navire de patrouille. Il est doté des dernières technologies. En quelques minutes, il peut déterminer si un palangrier en action de pêche dispose des autorisations requises. Dans le cas contraire, le pirate est appréhendé. Le bateau et sa cargaison sont saisis. L'armateur et le capitaine sont condamnés à des amendes de plusieurs milliers d'euros ou de dollars. Dissuasif !

Depuis de début d'année 2022, cinq bateaux de pêche, immatriculés en Inde ont été appréhendés en flagrant délit d'action de pêche au cœur de la Zone économique exclusive seychelloise. Ils ont été saisis et ne peuvent plus quitter les quais de Victoria.

Des caméras sur les bateaux de pêche de la zone

Malgré la multiplication des patrouilles, l'utilisation de satellites et de radars toujours plus performants, des bateaux parviennent à passer entre les mailles du filet. Avec la mise en œuvre des nouvelles technologies, il va devenir de plus en plus difficile de se cacher.

Les palangriers disposant de toutes les autorisations pour pêcher dans la zone sont désormais munis de caméras qui enregistrent en permanence les allées et venues. De retour au port, les disques durs sont remis aux autorités. Elles peuvent contrôler les allées et venues, mais aussi la quantité et la légalité des captures (requin, mammifère).

À terme, le carnet de bord, papier, va disparaître ! Désormais, il sera informatisé et automatisé. Les capitaines et matelots ne pourront plus intervenir.

Plus d'infos cliquez le lien et voir la vidéo ci-dessous :

- <https://fr.euronews.com/green/2022/06/21/peche-illegale-dans-locean-indien-occidental-comment-lue-aide-les-pays-de-la-region>
- [Technology reveals hidden vessels - defenceWeb](#)

Voir la vidéos :

- [\(237\) Pêche illégale dans l'océan Indien occidental : comment l'UE aide les pays de la région - YouTube](#)

Maritime security support for Namibia

IMO is assisting Namibia's maritime administration to put in place a legal framework that gives full and complete effect to IMO instruments dealing with maritime security. A five-day workshop (20-24 June) hosted by the Namibian Directorate of Maritime Affairs (DMA), in Walvis Bay, Namibia, is bringing together 26 participants from key national agencies*.

The event, which included a site visit to the Port of Walvis Bay, marks IMO's first visit to Namibia under the [EU Port Security Project](#). It is anticipated that future workshops will involve further collaboration between implementing partners IMO, UNODC and INTERPOL, with coordination from the Indian Ocean Commission (IOC) and funded by the European Union.

The event included a site visit to the Port of Walvis Bay.

* the Office of the Attorney General; Office of the Prosecutor General; Ministry of Defence; Ministry of Home Affairs; Namibian Ports Authority (NAMPORT); Ministry of Environment; Forestry and Tourism; Ministry of Justice; Ministry of Fisheries and Marine Resources; Ministry of Mines and Energy.

/Public Release. This material from the originating organization/author(s) may be of a point-in-time nature, edited for clarity, style and length. The views and opinions expressed are those of the author(s). View in full [here](#)

Relance du tourisme : Ouverture de 16 nouveaux établissements d'hébergement et de restauration

Les opérateurs œuvrant dans le secteur du tourisme ne cessent d'investir dans le but d'améliorer la capacité d'accueil des voyageurs qui choisissent la destination Madagascar.

Ils ont ainsi confiés de la relance de ce secteur pourvoyeur d'emplois et de devises. La preuve, le ministère en charge du Tourisme vient d'octroyer une autorisation d'ouverture pour 16 nouveaux établissements d'hébergement rien que pour le mois de mai dernier. Parmi lesquels, cinq nouveaux hôtels-restaurants viennent d'être créés et trois autres hôtels sont désormais fonctionnels. En outre, quatre restaurants ont ouvert leurs portes. Et pour mieux satisfaire la demande des touristes, quatre chambres d'hôte et deux auberges ont également reçu leur autorisation d'ouverture auprès du ministère de tutelle. Un gîte a été en même temps créé tandis que deux nouveaux Fast Food sont ouverts au grand public. Une chose dont on est sûre, les touristes aussi bien nationaux qu'étrangers auront un large choix en matière d'établissements d'hébergement qui se développent actuellement dans de nombreuses régions de l'île, et ce, suivant les budgets alloués aux vacances.

Lutte contre l'informel. En outre, le ministère en charge du Tourisme a délivré deux licences d'exploitation de catégorie B aux opérateurs travaillant dans les agences de voyage et des Tours Opérateurs réceptifs, d'après les statistiques enregistrées au mois de mai dernier. Pour la catégorie C, cinq licences d'exploitation ont également été délivrées. Il s'agit notamment des entreprises de prestation touristique spécialisée ou des entreprises opérant dans le domaine de la location de véhicules ou de bateaux de plaisance ou bien d'autres matériels et équipements. Dans la même foulée, le ministère de tutelle ne ménage pas ses efforts de lutter contre l'informel dans le secteur du tourisme, et ce, à travers ses directions inter-régionales comme dans les régions Haute Matsiatra et Ihorombe. Une réunion de sensibilisation des opérateurs touristiques locaux vient ainsi d'être organisée à Ihosy, pour ce faire.

Energie renouvelable - Mesures incitatives pour attirer les investisseurs privés



Dialogue public-privé. Pour promouvoir davantage les investissements dans le secteur de l'énergie renouvelable, l'Economic Development Board Madagascar, en collaboration avec le ministère de l'Énergie avec l'appui du GIZ dans le cadre du projet PERER, ambitionne d'améliorer les mesures incitatives pour attirer les opérateurs du secteur privé à injecter des fonds dans le secteur de l'énergie renouvelable. En effet, l'intégration des énergies renouvelables dans les systèmes électriques est de plus en plus incontournable pour les pays fortement dépendants des énergies fossiles comme les îles du sud-ouest de l'océan Indien. Par le coût écologique et économique des combustibles fossiles, ces pays se doivent d'accélérer la transition énergétique et de miser davantage sur les énergies durables. Non sans mal. Par ailleurs, si les îles voisines, en matière de transition énergétique, sont beaucoup plus engagées dans des projets de diverses envergures en matière de solaire, d'éolienne, de biomasse, de géothermie ou encore d'énergie marine, Madagascar privilégie davantage l'hydroélectricité en raison de son potentiel important dans ce domaine : les cours d'eau exploitables dans le pays affichent un potentiel de près de 7,8 Gigawatts. De quoi couvrir l'ensemble des besoins de Madagascar, voire au-delà. Cependant, afin de préserver ce potentiel, la Grande île devra faire de la lutte contre le changement climatique une priorité. [Suite de l'article](#)

Marion Dusfrene : 75 jeunes embarquent pour une aventure scientifique inédite

Ce lundi 27 juin, 75 jeunes embarquent à bord du Marion Dusfrene. Ils se lancent dans une aventure scientifique inédite au cœur de l'Océan Indien. De La Réunion à Mayotte ils pourront observer, débattre et échanger.

Ce lundi 27 juin, 75 jeunes étudiants embarquent sur le Marion Dusfrene pour une expérience scientifique. Ils se lancent dans une aventure scientifique inédite au coeur de l'Océan Indien.

Ce sera la première fois qu'autant d'étudiants seront à bord du Marion Dusfrene, parmi ces étudiants certains sont français, kenyans, mauriciens ou encore seychellois. Le navire appareillera à 17h et les opérations de prélèvements débuteront moins d'une heure après.

"La première escale se fera cette nuit au banc des 90 milles, c'est une montagne sous-marine qui ne dépasse pas le niveau de la mer. Avec le bateau, on va tracter une caméra qui va prendre des images sous la surface, afin de voir les récifs à proximité de ce mont sous-marin", explique Matthieu Le Corre, directeur de l'unité mixte de recherche entropie à l'Université de La Réunion.

Mélanger les publics

Durant cette expédition ces jeunes pourront profiter de la technologie de pointe du Marion Dusfrene. Si cette démarche est une expérience scientifique, elle a aussi pour but de mélanger des élèves de différentes formations.

"L'idée c'est de mélanger les publics. Il y a des étudiants scientifiques, des étudiants artistes, ils pourront s'exprimer dans leur domaine à bord du Marion Dusfrene. Et puis il y a également 10 élèves de l'école d'apprentissage maritime, ils vont apprendre leur futur métier de marin. Ils seront en binôme avec les membres de l'équipage et feront des manoeuvres", indique Matthieu Le Corre.

Roland Jourdain, vainqueur de la route du rhum est le parrain de cet événement. Le champion de voile a pour mission de transmettre à ces jeunes sa passion pour l'océan.

Au chevet de l'océan, l'ONU rassemble décideurs, experts et militants



Deux ans plus tard que prévu, des milliers de responsables politiques, d'experts et défenseurs de l'environnement se rassemblent à partir de lundi à Lisbonne à l'appel de l'ONU pour une conférence consacrée aux menaces pesant sur la santé de l'océan.

L'humanité se doit de soigner les mers, qui génèrent la moitié de l'oxygène que nous respirons et qui représentent une source vitale de protéines pour le quotidien de milliards de personnes. L'océan, qui recouvre plus des deux tiers de la surface de la planète, joue par ailleurs un rôle clé pour la vie sur Terre en mitigeant les impacts du changement climatique. Mais le coût en est considérable.

En absorbant environ un quart de la pollution au CO₂, alors même que les émissions ont augmenté de 50% au cours des 60 dernières années, la mer est devenue plus acide, déstabilisant les chaînes alimentaires aquatiques et réduisant sa capacité à capter toujours plus de gaz carbonique.

Et, en résorbant plus de 90% de l'excès de chaleur provoqué par le réchauffement climatique, l'océan subit de puissantes vagues de chaleur marine qui détruisent de précieux récifs coralliens et les zones mortes privées d'oxygène se répandent.

Dévastation" -

"Nous n'avons encore qu'une petite idée de l'ampleur de la dévastation provoquée par le changement climatique sur la santé des océans", a affirmé à l'AFP Charlotte de Fontaubert, principale experte de l'économie bleue à la Banque mondiale.

Au rythme actuel, la pollution plastique va tripler d'ici 2060, à un milliard de tonnes par an, selon un rapport récent de l'OCDE. Déjà, les micro-plastiques provoquent chaque année la mort d'un million d'oiseaux et plus de 100.000 mammifères marins.

Protection de l'Environnement La Fcd organise une opération de contrôle dans la forêt de Mwali

[Antufati Soidri](#)



Des éléments ont été déployés dans la forêt de Fomboni où des anonymes y mènent des activités nuisibles à l'environnement. Les équipes ont constaté des destructions et une atteinte aux équilibres environnementaux dans cette zone pourtant protégée. L'opération menée conjointement avec des responsables du Parc national de Mwali (Pnm) devrait se poursuivre dans les prochains mois.

La Force comorienne de défense (Fcd) en collaboration avec le Parc national de Mwali (Pnm) a organisé, dans la matinée du mercredi 15 juin, une opération de contrôle dans la forêt de Fomboni, plus particulièrement à «Mahurani». Il s'agit d'un contrôle sur la zone interdite à l'activité agricole. Les équipes ont constaté des destructions et une atteinte aux équilibres environnementaux dans cette zone, dont l'abatage des arbres par des inconnus qui se sont approprié des espaces pour planter des cultures vivrières, telles que les bananerais, le taro, le manioc et l'igname.

Une zone protégée

Pour l'agent du Pnm, des citoyens continuent à violer les règles environnementales. «Certains agriculteurs ne se soucient pas de la préservation de l'environnement et ne respectent pas les géométries. Car entrer dans cette zone, abattre les arbres constitue un danger étant donné que cela contribue à la réduction de l'espace forestier», a-t-il déploré.

Covid-19 : 372 nouveaux cas et zéro décès du 18 au 24 juin 2022

CAS du 18 au 24 JUIN 2022		Cumulés	
Nombre nouveaux tests : 5 925		CONFIRMES 65 381	
TOTAL DES CAS	372	Par test: 64 692	Par scan 2ème vague : 689
NOUVEAUX CAS	346	Guéris: 63 286 (96,80%)	
TRACING CONTACT	26	Décès : 1 398 (2,14 %)	
GUERIS:	153	Nombre tests: 464 751	
FORMES GRAVES	7		
NOUVEAUX DECES	0		
CAS ACTIFS: 697			

Encore dans la courbe ascendante. Le nombre de nouveaux cas de Covid-19 a encore augmenté la semaine dernière, entre le 18 et 24 juin 2022 : 372 cas ont été recensés durant ces sept jours sur 5 925 tests effectués. Pour rappel, et à titre comparatif, les nombres de nouveaux cas au fil des semaines sont de 324 entre le 11 et le 17 juin ; 207 entre le 4 et le 10 juin et 101 entre le 28 mai et le 3 juin. Une évolution qui confirme l'augmentation progressive des nombre de cas confirmés.

La semaine dernière, comme les semaines précédentes, la région Analamanga a tenu le record de cas enregistrés avec 324 cas sur 372. Le reste étant localisé dans 10 autres régions : Vakinankaratra avec 25 cas ; Matsiatra Ambony 7 cas ; Ihorombe 4 cas ; Analanjirofo 3 cas ; Itasy 2 ; Atsimo Andrefana 2 ; Atsinanana 2 ; Alaotra Mangoro 1 Boeny 1 et DIANA 1.

Actuellement, 697 cas actifs sont enregistrés dont 7 formes graves. On ne déplore, en revanche, aucun décès durant les sept jours pris en compte dans les dernières statistiques. Le décompte officiel reste ainsi à 1 398 décès liés à la Covid-19.

Au chapitre des guérisons, 153 patients ayant recouvré la santé, ont également été enregistrés.

Les données récapitulatives indiquent 65 381 cas confirmés de Covid-19 à Madagascar depuis le début de l'épidémie dans le pays en mars 2020, et 63 386 guérisons. Le nombre total de tests effectués est de 464 751.

Hanitra R.

